



YVES BOISVERT

Le journaliste et le Prophète

Il y a en ville ces jours-ci un homme qui n'a pas eu peur quand nous avons peur. Un homme qui a été courageux quand nous disions qu'il était provocateur. C'était une façon de ne pas voir la peur qui nous étreignait.

Il s'appelle Philippe Val, il dirige le journal satirique français *Charlie Hebdo*, et il a publié les fameuses caricatures de Mahomet, en février 2006. Seul *L'Express* l'a suivi en France.

Il est en visite pour le festival Metropolis bleu. Il a été menacé par des fondamentalistes. Un homme a été déclaré coupable de menaces de mort à son endroit. Il vit depuis plus d'un an sous protection policière à Paris et dans ses déplacements. Il a été lâché par la classe politique, poursuivi en justice. Et le 22 mars, il y a tout juste un mois, un tribunal français lui a entièrement donné raison et a rejeté les plaintes déposées contre lui.

Il nous a rendu à tous un service précieux. En faisant réaffirmer des principes fondamentaux par la Cour : « En France, société laïque et pluraliste, le respect de toutes les croyances va de pair avec la liberté de critiquer les religions quelles qu'elles soient et avec celle de représenter des sujets ou objets de vénération

religieuse; (...) le blasphème qui outrage la divinité ou la religion n'y est pas réprimé, à la différence de l'injure, dès lors qu'elle constitue une attaque personnelle et directe (...). »

En somme, le libre exercice de la religion des uns n'entraîne pas pour les autres l'obligation de vivre selon les préceptes de cette religion. Si, pour des musulmans, reproduire l'image de Mahomet est un blasphème, il ne s'ensuit pas que les médias doivent vivre selon cette croyance.

Comme l'a dit le tribunal fran-

Il y a un seul truc que je regrette de ne pas avoir dit : nous avons peur. Peur d'un fou de Dieu, peur de ceux qui menacent aujourd'hui Philippe Val.

çais, personne n'est obligé d'acheter *Charlie Hebdo*, journal satirique bien identifié comme tel. Une caricature est « un portrait qui s'affranchit du bon goût pour remplir une fonction parodique, que ce soit sur le mode burlesque ou grotesque » (aimes-tu ça, Serge?).

Voilà qui participe de la liberté d'expression. Or, clairement, même si certaines caricatures reproduites peuvent être blessantes pour les musulmans, le but

du journal était de participer à un débat d'idées « sur les dérives de certains tenants d'un islam intégriste ayant donné lieu à des débordements violents ». Et pas d'injurier.

Une fois tout cela dit, si c'était à refaire... je ne le ferais pas plus. L'an dernier, quand a surgi la controverse, tous les journaux du monde se sont posé la question : les reproduire ou pas ?

Et presque tous, en Occident, ont répondu : pas. *La Presse*,

comme le *Globe and Mail*, comme le *New York Times*, comme *The Economist*, comme *Le Monde*, et comme tous les autres, a décidé de ne pas le faire.

J'étais d'accord avec cette décision, je l'ai écrit. Quand les ambassades danoises brûlent dans le monde musulman, quand les menaces pleuvent, quand l'extrémisme s'alimente de toute apparence de provocation, quand, en plus, on sait d'avance qu'on

insultera une portion de nos lecteurs, on a de bonnes raisons de ne pas publier.

On avait le droit clair de le publier, aucun groupe religieux ne pouvait nous en empêcher, aucun gouvernement non plus, et les tribunaux ne nous auraient pas censurés ou condamnés après coup. Mais j'estimais et j'estime encore qu'il ne fallait pas le faire. Pas une bonne idée dans les circonstances.

Tout ce que j'ai dit était vrai, la volonté de ne pas en rajouter, le souci de ne pas outrager, l'exercice responsable du jugement, etc.

Il y a un seul truc que je regrette de ne pas avoir dit : nous avons peur. Peur d'un fou de Dieu, peur de l'assassin de Theo Van Gogh, tué salement en pleine rue, aux Pays-Bas, pays de haute et vieille culture. Peur de ceux qui menacent aujourd'hui Philippe Val.

Pas peur d'un procès, ni de la colère légitime de certains. Non. Je veux dire peur pour vrai, physiquement. Et nous ne l'avons même pas dit. Parce que nous avons honte de cette peur.

Et lui, Val, a dit non à la peur. « Avant de le faire, j'ai demandé à tout le monde, tous les employés du journal s'ils me suivaient. Et tous m'ont suivi.

« Nous n'avons pas fait ça dans un esprit agressif contre les musulmans. Je respecte toutes les croyances. J'ai des potes musulmans qui sont venus en France pour ne pas vivre sous la menace. Ils ont des amis qui ont été égorgés en Algérie, ils étaient médecins, ingénieurs, journalistes, ce que vous voudrez. Ils ont quitté leur pays précisément pour ça. Et ils arrivent en France et voient ces menaces et ils se disent : attends, c'est pas vrai! Vous allez vous laisser faire? »

Il a dit non. De ce non est issue une réaffirmation de principes fondamentaux de l'état de droit en France. Principes assez vieux, dira-t-on, et équivalents aux nôtres et à ceux du Danemark, finalement. N'a-t-il pas enfoncé des portes juridiques déjà ouvertes? M'est avis qu'il a plutôt choisi d'user de ces principes, d'en vivre, au lieu de se contenter de les contempler et de s'en gargariser. À quoi bon la liberté d'expression si on ne s'en sert que quand c'est facile? Il nous a montré que la liberté d'expression n'est pas qu'un concept muséologique. Elle vit.

C'est en cela que nous lui sommes redevables. Il a été le canari dans le fond de la mine.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : yves.boisvert@lapresse.ca

Plan fédéral de réduction des gaz à effet de serre

L'opposition crie à l'imposture

GILLES TOUPIN

TORONTO — Les partis de l'opposition à Ottawa et les groupes environnementalistes ont taillé en pièces hier le plan vert du gouvernement Harper, le qualifiant de « mirage » et d'un ramassis « d'excuses » pour ne pas agir.

David McGuinty, porte-parole de l'opposition officielle libérale en matière d'environnement, a comparé le plan de John Baird à « un exercice de communication destiné à déguiser le fait que les conservateurs ne prennent pas le réchauffement planétaire au sérieux ».

« Depuis 15 mois, a-t-il ajouté, le gouvernement nous promet un plan taillé sur mesure pour le Canada. Mais tout ce qu'il nous donne, c'est un monceau d'excuses nous expliquant pourquoi ils ne peuvent rien faire pour réduire

les émissions de gaz à effet de serre avant des décennies. »

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a souligné que l'annonce du gouvernement conservateur « restera dans la mémoire comme un jour honteux ».

« En matière d'environnement, le gouvernement de Stephen Harper nous annonce un virage, mais en fait, il s'agit d'un mirage », a affirmé M. Duceppe.

« Ce plan, a-t-il ajouté, ne prévoit pas de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2012, mais plutôt des augmentations. Loin de permettre au Canada d'atteindre ses engagements internationaux, ce plan, c'est l'enterrement de Kyoto. C'est une gifle infligée à nos partenaires, à toutes les nations dans le monde qui ont ratifié le protocole de Kyoto. »

M. Duceppe reproche au gouvernement Harper d'avoir avant tout voulu préserver les intérêts de l'industrie des hydrocarbures, des grandes pétrolières en particulier, qui sont les grandes gagnantes de cette opération. M. Duceppe déplore aussi que les

« Stephen Harper nous annonce un virage, mais en fait, il s'agit d'un mirage. » – Gilles Duceppe

efforts faits par le Québec dans le passé en matière d'environnement n'aient pas été pris en compte par le gouvernement fédéral.

Quant au Nouveau Parti démocratique, son critique en matière d'environnement, Nathan Cullen, a souligné que le plan vert de John Baird faisait perdre 15 ans au Canada dans la lutte contre le réchauffement climatique.

John Bennett, du Réseau action climat, une coalition d'organismes environnementaux, soutient que 20 ans d'attente n'ont rien donné, sinon un plan qui n'en est pas un, sans cibles dures. « Tout ce que veut ce gouvernement, a dit M. Bennett

à Toronto, c'est un succès de relations publiques. Il se fout de la planète, de nos enfants et des changements climatiques. Il veut contrôler le message et ne rien faire. »

M. Bennett est d'avis que si les conservateurs se servent du processus de réglementation annoncé hier, « ils n'atteindront jamais les cibles qu'ils ont fixées ». « Avec

ce plan, a-t-il dit, nous serons à plus de 300 Mt en retard sur les cibles. Cela veut dire qu'en 2020 nous serons à 50 % au-dessus des cibles de Kyoto. M. Baird a dit que son plan était dur. Tout ce qu'il y a de dur dans ce plan, ce sera de le faire avaler aux Canadiens. »

Joslyn Higginson, de Greenpeace, affirme pour sa part que l'annonce de M. Baird « est un échec ».

« Il n'y a pas de progrès puisqu'il n'y a pas de réductions absolues, dit-elle. Le gouvernement conservateur a abandonné la communauté internationale et Kyoto. Il ne fait pas preuve de vrai leadership. Le vrai leadership aurait consisté à se coller sur l'état de la science en matière de changements climatiques et de mettre en place les correctifs nécessaires. »

Trop peu, trop tard selon Québec

ARIANE LACOURSIÈRE

Le nouveau plan de réduction des gaz à effet de serre présenté hier par le gouvernement Harper est « décevant », estime la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, Line Beauchamp.

« Le cadre réglementaire annoncé est plutôt décevant, notamment parce qu'il confirme le fait que le Canada ne sera pas en mesure de respecter ses engagements internationaux en vertu du protocole de Kyoto », a déclaré M^{me} Beauchamp, une heure à peine après le dévoilement du plan des conservateurs.

Selon la ministre, le gouvernement fédéral se fixe un échéancier trop éloigné et des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) trop faibles. « Que le Canada soit un leader environnemental en Amérique du Nord, c'est important pour nous (...). Il est évident que l'on aurait voulu que les choses aillent plus loin », a-t-elle affirmé.

M^{me} Beauchamp a tenu à préciser que, même si Ottawa refuse d'appliquer les cibles de Kyoto, le gouvernement du Québec, lui, le fera. « Le Québec a un des meilleurs plans d'action en Amérique du Nord. Nous avons la ferme intention de prendre maintenant les bouchées doubles pour le mettre en vigueur », a dit M^{me} Beauchamp, qui promet qu'une Bourse du carbone verra le jour à Montréal.

Mais selon la ministre, les industries du Québec paieront



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE

« Que le Canada soit un leader environnemental en Amérique du Nord, c'est important pour nous. Il est évident que l'on aurait voulu que les choses aillent plus loin », a dit hier la ministre du Développement durable, Line Beauchamp.

le prix de leur respect du protocole de Kyoto puisque le Canada refuse d'en faire autant. Au cours des prochaines années, les industries n'auront pas accès au système international d'échange de crédits d'émissions de GES, ce qui nuira considérablement à leur compétitivité, estime-t-elle.

M^{me} Beauchamp craint aussi que les industries québécoises

ne paient le prix de l'inaction du reste du pays. « À compter de 2012, quand au niveau international ce sera confirmé que le Canada n'a pas respecté ses engagements, le protocole de Kyoto prévoit un mécanisme de pénalité », explique la ministre. À ce moment, le Québec devra contribuer autant que les autres provinces, et ce, même s'il a atteint les cibles de Kyoto.

M^{me} Beauchamp a cependant souligné qu'Ottawa a fait « un pas dans la bonne direction » en acceptant de reconnaître les efforts environnementaux faits par les industries depuis 1992. Mais la ministre croit que le Québec doit « continuer ses efforts diplomatiques de représentation pour voir le Canada et l'ensemble du monde respecter Kyoto ».

Le secteur pétrolier juge le plan trop sévère

JAMES STEVENSON
PRESSE CANADIENNE

CALGARY — La nouvelle réglementation fédérale contre la pollution atmosphérique est la plus sévère au monde, ont estimé des représentants du secteur pétrolier, qui se sont toutefois consolés avec l'absence de plafonds fixes sur les émissions comme ceux prévus par le protocole de Kyoto.

« Ces cibles sont les cibles les plus sévères qu'aura à affronter l'industrie du pétrole et du gaz naturel n'importe où dans le monde », a jugé hier le président de l'Association canadienne des producteurs pétroliers, Pierre Alvarez.

Le secteur – principalement situé dans les provinces de l'Ouest et de l'Atlantique – était particulièrement inquiet d'être montré du doigt par un gouvernement fédéral assoiffé de votes en Ontario et au Québec.

Le gouvernement conservateur a cependant été prudent hier et a introduit un cadre réglementaire qui s'applique à tous les secteurs et toutes les industries, avec une promesse globale de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici 2020 par rapport au niveau de 2006.